

APRÈS LA RÉUSSITE DU
27 SEPTEMBRE

CONTRUISONS ENSEMBLE
LA SUITE DU MOUVEMENT

Cette journée de grève et manifestations pour la défense de l'école et contre les suppressions de postes est sans aucun doute une réussite. Des chiffres de grève qui dépassent les 50% et une détermination forte des grévistes qui se traduit par plus de 165 000 manifestants dans toute la France. Cette mobilisation record ne doit cependant pas nous faire crier victoire. En effet, le gouvernement ne cédera malheureusement rien à l'issue de ces 24 heures de grève...

Une casse généralisée

Les mêmes aberrations ont été entendues dans tous les cortèges : fermeture de classe dans le 1er degré pour un élève en dessous du seuil, classe de CP à 28 élèves, classe de 5e à 30 élèves, dédoublements suspendus ce qui empêche les expériences en sciences, collègues nommés sur plusieurs établissements, élèves sans affectation en lycée professionnel, budgets de fonctionnement réduits à peau de chagrin... À cela il faut ajouter l'explosion des emplois précaires d'enseignants, en particulier dans l'enseignement professionnel. De plus, la précarité est quasiment devenue la norme pour les collègues qui s'occupent de l'entretien des locaux et pour les collègues surveillants en vie scolaire. Enfin, n'oublions pas les mesures anti-pédagogiques qui ont été prises ces dernières années comme la disparition des BEP, le socle commun

des compétences ou la refonte des programmes dans le 1er degré. Alors avec un délabrement aussi massif, comment l'école pourrait-elle permettre la réussite de tous les élèves, comment pourrait-elle inclure de façon satisfaisante les élèves en situation de handicap ? Pour faire reculer le gouvernement, cette journée est un bon début. Mais nous ne devons pas nous arrêter sans quoi, nous risquons de tout perdre. Organisons nous collectivement pour gagner !

La CNT Éducation appelle l'ensemble des personnels à se réunir en assemblée générale dans les établissements, mais aussi à s'organiser dans les villes et les départements, avec leurs collègues, mais aussi avec l'ensemble des salariés mobilisés.

La CNT Éducation appelle l'ensemble des personnels à poursuivre la mobilisation afin de faire de la journée du 11 octobre une grande journée de grève et manifestation pour la défense des emplois, dont ceux de l'éducation, et pour la défense des services publics. Assemblées générales et grève du 11 octobre doivent être des outils pour construire la mobilisation en vue d'une grève reconductible dans les jours ou semaines à venir. Le temps nous est compté avant le vote du budget.

**NE LAISSONS PAS PASSER
L'OCCASION DE GAGNER !**

Tarboqueuse
à la récré

Pour une révolution sociale, éducative et pédagogique

N°90 septembre 2011 Bulletin de la
CNT Éducation Rhône et Ain Avec le
soutien de la CNT- PTT



CNT Éducation

c/o SUTE - CNT

Palais du Travail

9 place Lazare Goujon

69100 Villeurbanne

Permanences: 3 premiers mercredis du
mois de 18 à 20h

44 rue Burdeau (Lyon 1er)

Tel: 04.78.27.05.80

educ69@cnt-f.org

www.cnt-f.org/fte

En CM2 : Chouette, elles sont en juin !!!! Une grande victoire du syndicalisme et de la lutte pédagogique : les évaluations de CM2

Les évals, ça vous gagne !

auront désormais lieu en juin. Certes, les items sont les mêmes. Bien sûr, les finalités n'ont pas changé (standardisation des méthodes pédagogiques, saucissonnage des individus en compétences numérisables, et directement utilisables grâce aux fichiers base-élèves, et autres). Mais quoi ! Soyons heureux ! Ne boudons pas notre plaisir devant cette avancée (ou recul ?) historique.

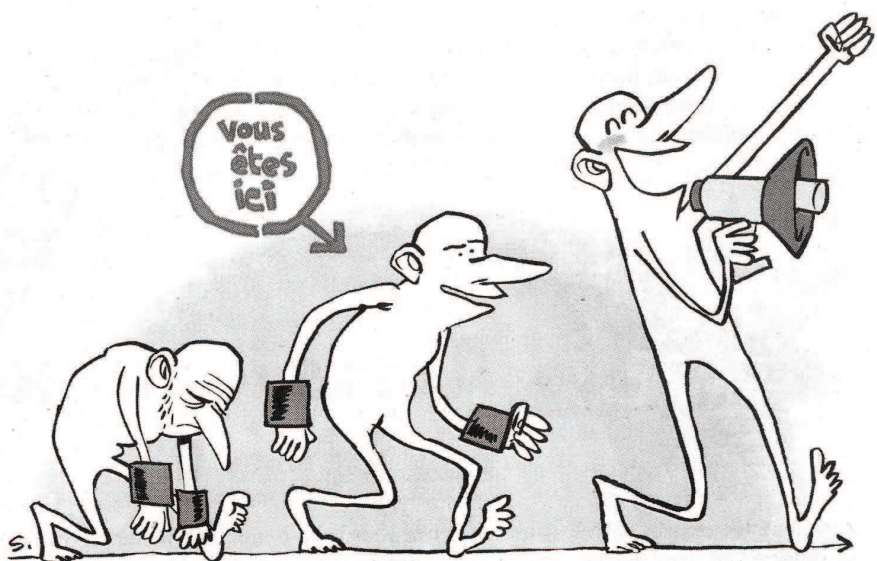
Et en CP : Chouette, c'est tout de suite ! Profitant de notre légitime euphorie, voilà que nos penseurs de l'individu de demain et de la pédagogie d'aujourd'hui, à pas de loup, sur tirage au sort des écoles, puis selon les hasards de l'ordre alphabétique (comme c'est amusant, on dirait un grand jeu !) viennent évaluer les CP, mais juste comme ça, pour voir... D'ailleurs, il ne s'agit pas vraiment d'une évaluation, mais d'une « enquête », menée par la direction de l'évaluation, de la perspective et de la performance (DEPP) sur un « échantillon de 15 000 élèves du CP », qui seront suivis pendant toute leur scolarité élémentaire. Les parents eux-mêmes seront interrogés. Les résultats de cette enquête serviront à « améliorer notre système de formation et à mettre en place une politique éducative qui réponde pleinement aux besoins de tous ». Pour atteindre cet objectif tellement ambitieux, et surtout tellement original, les

concepteurs de cette enquête ont cru bon de prévoir un chapitre « estime de soi » à la fin du livret d'évaluation de l'élève. Celui-ci, doit choisir, sur des lignes

de smileys qui vont de la satisfaction béate au mécontentement renfrogné, le petit bonhomme qui correspond le plus à sa vision de lui-même. Quelques exemples des items sur lesquels l'enfant de six ans devra s'auto-évaluer : « Je travaille bien à l'école », « Je trouve que c'est difficile de me faire des amis », « Je sais faire rire mes copains », « Je voudrais être quelqu'un d'autre », « En classe, j'y arrive aussi bien que les autres élèves », « Je voudrais être quelqu'un d'autre », « Je suis aimé par les élèves de ma classe », « Je n'écoute pas les conseils des adultes », Je voudrais être différent », « Je suis agréable avec les autres élèves », et ainsi de suite, il y en a quinze sur ce modèle. Pour finir, une partie réservée à l'enseignant lui demande, après un mois de classe, de cocher sur une échelle de 0 à 4 (pas de

petit bonhomme pour les grands...), si l'enfant a une « confiance en soi justifiée » ou excessive, « sait anticiper et organiser son travail », « intervient à bon escient dans les conversations scolaires », etc. L'entrée en CP est déjà, bien souvent source d'angoisse pour les enfants. Certes, l'institution scolaire n'a pas attendu ce type d'enquête pour stigmatiser certains élèves ou leur imposer des exercices qui les dépassent. Mais mettre des élèves entrant à l'école élémentaire en situation d'examen (neuf épreuves écrites de vingt minutes en deux semaines), en mettant sur le même plan son « travail » et sa personnalité, en informant les parents et les enseignants du caractère obligatoire de cette « enquête », ça montre quelle vision l'institution a des enfants et de leur famille : des échantillons. Et que voudront prouver nos chers laborantins pour l'avenir de l'éducation ?

dessin de Soucié, pour Fakir



LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION

**ITEM 3 BIS
COMPÉTENCE
4, PILIER 5,
NIVEAU 3 :
ÉCHEC !**

La validation du livret personnel de compétences (LPC) est officiellement devenue une condition nécessaire à l'obtention du brevet par les élèves de 3e en juin 2011. Tous les enseignants le savaient depuis l'année précédente. Dans certains collèges, les profs ont décidé collectivement au cours de l'automne ou de l'hiver 2010/2011 de le boycotter et ils ont alors vu, au mois de juin, leurs chefs passer des heures (et des nuits !) à le remplir, item par item et pour chaque élève. Dans la majorité des bahuts cependant, il n'y a pas eu une telle position collective. Souvent même, les collègues, refusant rarement d'emblée les ordres du ministère, ont essayé de jouer réellement le jeu du LPC : essayant de fabriquer des exercices pour la validation de chacun des items. C'est ce qui s'est passé, par exemple, au collège M.Utrillo, porte de Clignancourt. Fin juin 2011 pourtant : quasiment 100% de LPC validés.

Comme nous l'avons indiqué dans le Tarta de septembre dernier, la CNT organise sur le rectorat de Lyon avec d'autres syndicats une lutte pour défendre les droits des salariéEs de l'Éducation nationale titulaires de contrat précaire. C'est le cas des EVS, des Contrats d'Avenir ou des CUI/CAE occupants des postes pour une

durée de 2 ans avant d'être remerciés. L'Éducation Nationale utilise à la pelle ce type de contrats précaires, sans offrir de perspective d'avenir à leurs titulaires et sans honorer sans devoir de formation « légitimant » à ses yeux la précarisation de ces statuts. Pourtant, les personnes

A lors ?

Alors malgré la réelle bonne volonté de certain-e-s, les prof-fe-s n'ont donc pas réussi à mener à bien la totalité des évaluations demandées et ont donc fini par valider tous les items pour tous les élèves... Victoire ? Pas vraiment. S'il

s'agit juste de dire qu'il a été impossible d'inventer la validation de tous ces items en un an, parions en effet que beaucoup de collègues auront bientôt résolu le problème. En outre, la validation systématique des compétences n'est certainement pas la meilleure solution : souvenons-nous de la note de vie scolaire et de la solution qui a été de mettre 20 à tout le monde... tout le monde ? Oui... enfin sauf Tryphon (« lui, c'est quand même pas possible »...) et puis... « et puis franchement, quand même, Choupinette, c'est certes mieux que Tryphon, mais tellement moins que Séraphin »... et hop ! C'était parti... on n'est plus qu'une petite minorité à refuser vraiment de mettre cette note de vie scolaire (c'est pourtant fastoche, hein : il suffit de dire non !).

Alors si on ne veut pas se retrouver dans la même situation, c'est bien la nocivité intrinsèque du LPC qu'il faut rappeler... et le boycott qu'il

faut organiser !

Le LPC fait partie d'une vaste entreprise de fichage des parcours et résultats scolaires de l'ensemble des élèves et donc bientôt de l'ensemble de la population, qui sera reliée, via un numéro identifiant chaque élève, aux autres bases de données fichant la population (à commencer par Base-Élèves).

Le LPC concrétise l'individualisation des parcours scolaires alimentant un futur « passeport orientation formation » individuel, rêvé des patrons qui pourront le demander à l'embauche et qui pourra remplacer les certifications collectives comme les diplômes pour classer et payer les salarié-e-s toute-s différemment les un-e-s des autres.

Quant à la validation de l'item 3 bis, de la compétence 4, du pilier 5 au niveau 3 le jour J... est-ce vraiment là le sens que nous donnons à notre métier d'enseignant ?

**Ne remplissons plus ce livret !
Et continuons de nous rassembler pour passer l'information et faire face aux pressions de la hiérarchie !**

EVS en CAE ou CUI

employées avec ce type de contrat effectuent un véritable travail comme nous l'avons tous constaté dans nos établissements.

Pour éviter la dégradation généralisée et organisée des statuts et conditions de travail, nous devons exiger la création

suite page 4

suite de la page 3

de véritables contrats pérennes et la titularisation sans condition des salariéEs disposant d'un contrat précaire. Face au mépris des représentants de l'Éducation nationale qui considèrent que se lever le matin pour aller au travail est déjà offrir une formation aux salariéEs sous contrat précaire, dans plusieurs académies, des collectifs et des syndicats, dont la CNT, ont décidé de porter la question de la pérennisation des contrats, de leurs missions et de la formation devant le tribunal des Prud'hommes. Ainsi à Angers, chaque demandeur a reçu 14000 € de la part de l'État et pour celles et ceux en poste une requalification de leurs contrats en CDI ! Nous invitons donc tous les EVS encore en poste ou non, en Contrat d'Avenir ou en CUI/CAE, du 1er et du second degré, qui sont, et/ou, ont été exploités au mépris des règles de droit, à se faire connaître auprès de la CNT éducation afin de déposer leur dossier devant le Tribunal des Prud'hommes. A ce titre, la CNT invite les précaires intéressés par un éventuel recours à se munir du dossier de demande d'aide juridictionnelle, disponible sur demande à l'adresse : educ69@cnt-f.org.



Campagne nationale de la CNT

Pour une répartition égalitaire des richesses.

Pour plus d'info, rendez-vous sur le site de campagne : www.cnt-f.org/campagne



PREMIER DEGRE

Demi journée d'information (inter)syndicale

Organisée par
CGT Educ'action,
SUD Education,
CNT Education,
PAS 69

Mercredi 19 octobre 2010
de 9h à 12h

à la Bourse du Travail de
Lyon,
Place Guichard, Lyon 3ème
(ligne B, métro Guichard)

Les demi-journées
d'information syndicale sont
un droit,
Utilisons-les pour nous
informer, échanger et
élaborer !

«Tartagueule à la récré», comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratization, fonctionne sans permanents et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

- Je souhaite rester en contact avec la CNT et recevoir le Tartagueule à la récré
- Je souhaite recevoir les mails d'information de la CNT (envoyez-nous un mail !)
- Je souhaite adhérer à la CNT (passez un mercredi !)

Nom / Prénom :

Adresse :

(à renvoyer à notre adresse en cochant le choix correspondant)

